



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 11 septembre 2026

FOCUS : MINÉRAIS CRITIQUES EN AMÉRIQUE ANDINE : POTENTIEL ÉLEVÉ, CONTRAINTES STRUCTURELLES ET STRATÉGIES NATIONALES 2

Bolivie 3

Au S1 2026, pour la première fois en 26 ans, la Bolivie enregistre un excédent commercial avec la Chine. 3

Colombie 3

Au S1 2026, le déficit budgétaire atteint 3,3 % du PIB. 3

Les bons résultats du marché du travail s'associent à une recomposition moins favorable de l'emploi. 3

L'inflation annuelle s'établit à 6,2 % en août, en nette hausse. 4

Les syndicats demandent au gouvernement d'augmenter la production d'énergie des centrales thermiques au charbon pour combler le déficit énergétique 4

Équateur 4

Au S2 2026, les exportations de pétrole augmentent de 37 % 4

Le gouvernement prépare la modernisation du port d'Esmeraldas via un investissement privé de 191 M\$ 5

Pérou 5

Le programme « Obras por Impuestos » (OxI) a atteint 2,3 Md\$ entre janvier et août 2026 5

En août, l'inflation à Lima s'accélère à 4,44 %. 5

Suriname 6

Le gouvernement augmente les salaires des fonctionnaires de 15 %. 6

Venezuela 6

En août, l'inflation mensuelle chute à 8,9 %. 6

Les ventes du secteur automobile augmentent de 70 %. 6

Focus - Minerais critiques en Amérique andine : un potentiel élevé mais des contraintes structurelles et des stratégies nationales

Les pays d'Amérique andine détiennent des réserves de premier rang en minerais critiques. Les principaux minerais stratégiques sont le cuivre et le lithium. Le Pérou est le 3^e producteur mondial de cuivre avec 12 % de la production. La Bolivie fait partie du « triangle du lithium » avec l'Argentine et le Chili et possède les 2^e ressources mondiales. Le Venezuela possède de la bauxite tandis que la Colombie et l'Équateur recèlent des gisements de cuivre et de nickel, bien que ces pays en produisent encore peu. L'industrie minière est déjà un segment clef de l'économie des pays de la région, mais reste à développer. Ce secteur représente en général une part significative des exportations voire du PIB comme au Pérou (64 % et 9 % respectivement), en Bolivie (30 % et 8 %) et en Équateur (9 % et 2 %). En 2025, l'investissement dans l'exploitation de cuivre au Pérou a atteint 45,7 Md\$, répartis dans plus de 36 projets.

La course aux transitions énergétique et numérique crée des besoins et des opportunités pour l'exploitation de ces réserves. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande en minéraux critiques devrait au moins doubler d'ici 2030, avec des évolutions variables selon les minéraux. En réaction, les productions de cuivre et de lithium ont respectivement augmenté de 13 % et 342 % entre 2015 et 2022. Celle du Pérou devrait augmenter de 30 % entre 2022 et 2030. Les producteurs d'autres minerais devraient également profiter de cette hausse de la demande.

Le montant élevé des besoins d'investissement, le manque de main d'œuvre qualifiée et de technologies de raffinage -jalousement conservées en Chine- limitent cependant le développement de l'industrie des minerais critiques dans la région. Ainsi, les projets miniers sont soumis à de longs délais et à d'importants besoins d'investissements initiaux. Par ailleurs, la Chine cherche à augmenter ses approvisionnements de minerais afin de les raffiner sur son sol et d'éviter tout transfert de technologie. Le pays a ainsi capté 74 % des exportations de cuivre péruviennes au S1 2026 et 80 % des exportations boliviennes de lithium en 2024. Cette concentration des capacités de raffinage crée une dépendance des pays de la région à la Chine ainsi qu'un obstacle à la montée en gamme des filières minières ; la quasi-totalité des opérations stratégiques et à valeur ajoutée étant réalisée en Chine. Enfin, les conflits sociaux et environnementaux, l'opposition des communautés indigènes aux projets miniers et l'exploitation illégale constituent des freins au développement du secteur.

Les pays de la région poursuivent des stratégies différenciées pour l'exploitation des minerais critiques, mais s'ouvrent progressivement aux investissements directs étrangers afin de se positionner sur un marché en expansion. Le Venezuela et la Bolivie affichent un modèle de contrôle étatique qui tend à s'ouvrir. Le lithium bolivien est soumis à un monopole d'État garanti par la Constitution mais le développement de la filière reste très contraint, malgré les tentatives du président Paz d'ouvrir le secteur aux investissements privés depuis son élection en novembre 2025. Le Pérou comme la Colombie se distinguent par leurs modèles libéraux. Ils appliquent un modèle fondé sur des concessions, accordant les mêmes droits aux investisseurs locaux et étrangers. Enfin, l'Équateur affiche un modèle hybride. La loi organique sécurise le secteur minier, donnant à l'État le pouvoir d'administrer et de contrôler les secteurs stratégiques et confiant à l'entreprise publique (ENAMI) la compétence exclusive des contrats dans la petite exploitation minière. L'Équateur s'ouvre en même temps au secteur privé : le pays a signé un accord avec les États-Unis en février 2026 visant à créer des chaînes d'approvisionnement pour les minerais critiques, via la promotion des IDE, la mobilisation de capitaux internationaux et le transfert de technologies entre les deux pays.

Bolivie

Au S1 2026, pour la première fois en 26 ans, la Bolivie enregistre un excédent commercial avec la Chine.

Après avoir accumulé un déficit de plus de 21 Md\$ en 26 ans, la Bolivie affiche au S1 2026 un excédent commercial avec la Chine. Les exportations boliviennes s'élèvent à 1,4 Md\$ tandis que les importations en provenance de Chine atteignent 1,3 Md\$. Le solde commercial est donc de +155 M\$, en faveur de la Bolivie. Cette inversion de tendance marque une rupture dans l'une des relations commerciales historiquement les plus déficitaires du pays (solde de -570 M\$ en 2025). Elle s'explique notamment par la hausse des exportations minières. Les exportations de métaux précieux et de leurs concentrés sont passées de 659 M\$ à 1,8 Md\$ entre le S1 2025 et le S1 2026, soit une hausse de près de 180 %, grâce notamment à une hausse des prix (+20 % depuis le début de l'année). Le cours des métaux est favorable à une poursuite de cette tendance puisque la Banque mondiale prévoit que les prix des métaux et minéraux augmenteront d'environ 17 % en 2026, tandis que les métaux précieux pourraient enregistrer une hausse proche de 42 %.

Colombie

Au S1 2026, le déficit budgétaire atteint 3,3 % du PIB.

Au S1 2026, le déficit budgétaire s'établit à 18 Md\$ (66 200 Md COP), soit 3,3 % du PIB. En effet, les recettes s'établissent à 48 Md\$ (175 000 Md COP, soit 8,6 % du PIB), contre 67 Md\$ pour les dépenses (241 000 Md COP, 12,3 % du PIB). En particulier, les dépenses de fonctionnement constituent le principal poste et s'élèvent à 8,5 points de PIB. Les intérêts sur la dette représentent, quant à eux, 2,1 points

de PIB tandis que l'investissement public atteint 1,4 point de PIB. Le nouveau ministre de l'Économie et des Finances, Miguel Gómez, s'est fixé un objectif de déficit public de 7,2 % en 2026.

Les bons résultats du marché du travail dissimulent une recomposition moins favorable de l'emploi.

Le taux de chômage (8,1 % en juillet) et l'informalité (54,5 % en juin) atteignent des points bas historiques.

Ces bons résultats sont portés en grande partie par une hausse de l'emploi public décidée par le gouvernement sortant de G. Petro. Le secteur « administration publique, éducation et santé » représente ainsi 40 % des nouveaux emplois créés au S1 2026 (la seule composante « administration publique » représentant 20 % des emplois créés), et même 70 % en juillet. Ces créations d'emplois se caractérisent par (i) une hausse de l'emploi formel, mais également par (ii) une forte proportion de travailleurs indépendants (85 % des créations d'emplois dans le secteur provenant de travailleurs à leur compte), qui reflète le modèle de prestation de services privilégié par l'État. La dynamique de l'emploi pourrait dès lors se résorber dans les prochains mois, une consolidation budgétaire de 2,2 points de PIB étant annoncée par le nouveau gouvernement.

Dans le même temps, la hausse du salaire minimum de 2026 n'a pas mené à une hausse des revenus dans le segment informel. Au S1 2026, 361 000 travailleurs informels ont quitté la tranche de revenus comprise entre 1 et 1,5 salaire minimum, alors que 434 000 déclarent désormais un revenu inférieur au salaire minimum. La hausse du salaire minimum (+23 %) a ainsi contribué à « reclasser » les travailleurs informels dans la catégorie de rémunération sous le salaire minimum – la hausse de leurs revenus n'ayant pas été de la même hauteur que celle du salaire minimum.

L'inflation annuelle s'établit à 6,2 % en août, en nette hausse.

En août, l'inflation s'accélère par rapport à juillet (+0,4 % en glissement mensuel) pour s'établir à 6,2 % (en g.a., vs. 6,0 % en juillet). En août 2025, l'inflation s'établissait à 5,1 % (+ 1,1 point de base). L'inflation a été portée ce mois par les dépenses de logement, eau et électricité (contribuant à 1,8 pp à l'inflation) et en hôtellerie et restauration (1 pp). En particulier, les loyers représentent 0,6 pp de l'inflation du mois d'août, suivis par les transports urbains (0,5 pp). L'inflation alimentaire a atteint 6,1 % (+28 pdv par rapport à juillet) et devrait continuer à augmenter dans les prochains mois, avec les premiers effets du phénomène El Niño (cf. [Focus semaine 21](#)).

Plusieurs centres d'études économiques de banques estiment que l'inflation pourrait atteindre 7 % en fin d'année. Dans ce cadre, la Banque centrale pourrait maintenir son taux directeur à 12 % en septembre 2026.

Les syndicats demandent au gouvernement d'augmenter la production d'énergie des centrales thermiques au charbon pour combler le déficit énergétique.

Le déficit énergétique de la Colombie devrait atteindre 800 mégawatts à horizon 2030, soit 10 % de la demande nationale. Face au risque de pénurie, l'Association nationale des entreprises de production d'électricité (Andeg) et la Fédération colombienne du charbon (Fenalcarbón) ont demandé au ministère des Mines et de l'Énergie d'inclure les centrales thermiques au charbon et au gaz dans la prochaine enchère relative à la redevance de fiabilité. La proposition des associations professionnelles souligne que la Colombie dispose actuellement d'un portefeuille pouvant atteindre 870 mégawatts de capacité thermique supplémentaire issue du charbon, avec un potentiel de

développement à court et moyen terme pour pallier les manquements du mix énergétique en vigueur.

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	4,5%	40,2%	2600
Change USD/COP	-1,9%	-21,2%	3091
Change EUR/COP	-1,9%	-21,8%	3593
Prix du baril (Brent, USD)	6,8%	53,4%	101,69

Équateur

Au T2 2026, les exportations de pétrole augmentent de 37 %.

Au T2 2026, les exportations pétrolières équatoriennes s'établissent à 2,8 Md\$, soit une hausse de 37 % (en g.a.), selon la Banque centrale. Les exportations totales atteignent 10,2 Md\$, soit une hausse de 8,3 % par rapport au S1 de 2025 et de 7 % par rapport au T2 de 2025. La croissance du secteur pétrolier s'explique par l'augmentation du cours du pétrole brut. Le baril équatorien était ainsi vendu à un prix moyen de 87 \$ au S1 2026, soit une hausse de 52 % par rapport au S1 de 2025. Cette augmentation des prix compense la baisse de 9,8 % (en g.a.) du volume de pétrole brut exporté.

En ce qui concerne les produits non pétroliers, les exportations de crevettes restent en première position et atteignent un montant record de 2,6 Md\$. Cela représente une hausse de 8 % (en g.a.), principalement portée par la forte demande chinoise et étasunienne.

Par ailleurs, les importations ont augmenté de 23,2 % (en g.a.) pour atteindre un niveau historique de 9,4 Md\$. Dès lors, l'excédent commercial s'élève à 770 M\$, en baisse de 59 %, les importations ayant augmenté bien plus rapidement que les exportations.

Le gouvernement prépare la modernisation du port d'Esmeraldas via un investissement privé de 191 M\$.

Structuré sous la forme d'une association publique-privée (APP), ce projet doit permettre la rénovation des équipements portuaires et l'extension de la capacité opérationnelle du terminal. Cet afflux de capitaux privés est historique pour le port d'Esmeraldas qui est à ce jour le seul des quatre ports maritimes commerciaux appartenant à l'État à ne pas avoir été concédé à un opérateur privé. Avec ce projet de modernisation des infrastructures, le gouvernement entend mettre le port d'Esmeraldas en conformité avec les nouvelles exigences du commerce maritime international, en particulier en termes de profondeur des eaux. Le fait de garantir un tirant d'eau adéquat dans le chenal d'accès devrait permettre d'attirer de nouvelles compagnies maritimes et ainsi de stimuler les exportations du port, aujourd'hui majoritairement tournées vers l'huile de palme.

Pérou

Le programme « Obras por Impuestos » (Oxi) a atteint 2,3 Md\$ entre janvier et août 2026.

En 2026, le programme « Obras por Impuestos » (Oxi) a enregistré 594 chantiers attribués pour un montant de 2,3 Md\$ entre janvier et août, selon l'Agence de promotion de l'investissement privé (ProInversión), rattachée au ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Ce programme cherche à améliorer les infrastructures et les services publics en permettant aux entreprises privées de financer et de réaliser des projets d'investissement public en échange de réductions d'impôts. Rien qu'au mois d'août, les gouvernements régionaux, les collectivités

locales, les universités publiques et les organismes du gouvernement national ont attribué 165 projets pour un montant de 405 M\$, confirmant ainsi le dynamisme croissant de ce mécanisme. Depuis la mise en œuvre du programme en 2009, les organismes publics ont attribué et/ou réalisé 1 665 projets pour un montant total avoisinant les 7,4 Md\$. Par ailleurs, en prévision des catastrophes liées au phénomène *El Niño*, l'État a mis en place un dispositif exceptionnel baptisé « Oxi Express », destiné à accélérer la réalisation des travaux d'urgence et la mise en place des services liés à la prévention face à ce phénomène climatique.

En août, l'inflation à Lima s'accélère à 4,44 %.

Les prix à la consommation dans la région métropolitaine de Lima, indicateur de référence pour l'inflation dans le pays, ont augmenté de 4,44 % en août (en g.a.), selon l'Institut des statistiques et de l'informatique (INEI). Il s'agit de la plus forte hausse enregistrée depuis près de trois ans dans la métropole, qui concentre un tiers de la population du pays. Plus de la moitié des produits inclus dans le panier de consommation des ménages de la métropole ont enregistré une hausse des prix. Les pressions sur les prix ont commencé à se faire ressentir dès le mois de mars, dans un contexte de crise nationale du gaz, de hausse des prix mondiaux des carburants et de conditions météorologiques instables (telles que le phénomène *El Niño*) qui ont affecté les rendements agricoles et la pêche. De son côté, la banque centrale (BCRP) maintient son objectif d'inflation en fin d'année dans la fourchette cible (entre 1 et 3 %). Pour sa part, la banque BBVA estime que le taux d'inflation en g.a. restera élevé au cours des prochains mois, au-dessus de la fourchette cible de la BCRP, pour terminer l'année 2026 légèrement au-dessus de 4 %.

Suriname

Le gouvernement augmente les salaires des fonctionnaires de 15 %.

Après négociations avec les syndicats, le gouvernement a adopté une augmentation de 15 % des salaires des fonctionnaires à compter du 1er septembre. Cette mesure concerne particulièrement les hauts responsables politiques. Les salaires de la présidente, de la vice-présidente et d'un ministre atteignent respectivement 8 700 \$ (330 000 SRD), 5 788 \$ (219 000 SRD) et 4 900 \$ (186 000 SRD). Certains secteurs ne bénéficieront pas de cette revalorisation, comme le personnel de santé des hôpitaux publics. Cependant, le gouvernement a annoncé qu'une nouvelle série de mesures serait introduite sous peu pour augmenter leur rémunération. Par ailleurs, la justice fait également exception, le pouvoir judiciaire ayant décidé, en concertation avec la présidente Jennifer Simons, de ne pas bénéficier de cette hausse.

Venezuela

En août, l'inflation mensuelle chute à 8,9 %.

L'inflation mensuelle atteint 8,9 % en août, soit une baisse de 11 points de pourcentage par rapport au taux de 19,9 % enregistré en juillet, selon la Banque centrale du Venezuela (BCV). L'inflation annuelle s'élève, pour sa part, à 535 % (en g.a.). Cette hausse des prix a particulièrement touché le secteur des services de logement (+12,3 %), suivi de près par les télécommunications (+11,7 %), les transports (+10,3 %), l'alimentation (+8,2 %) et les loisirs (+8,2 %). L'inflation reprend sa tendance à la baisse entamée en mars mais interrompue par les séismes du 24 juin. La reprise des canaux de distribution en août a en effet contribué à faire baisser les prix des biens et services. Par ailleurs, la moindre fluctuation

du taux de change a également permis de stabiliser l'inflation.

Cependant, l'inflation mensuelle n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant les séismes.

En effet, elle était tombée à 6,3 % en mai, son plus bas niveau en 19 mois, avant de grimper à 13,8 % en juin et à 19,9 % en juillet.

Les ventes du secteur automobile augmentent de 70 %.

Entre janvier et août 2026, les ventes du secteur automobile ont augmenté de 70 % en g.a., selon la Chambre de l'automobile du Venezuela (CAVENEZ). Ainsi, 36 800 véhicules neufs ont été vendus, dont 68 % à des particuliers et 32 % à des entreprises. Le secteur prévoit d'atteindre 50 000 ventes d'ici la fin 2026, notamment grâce à la promotion du crédit automobile. Après des discussions avec les banques locales, la Chambre a réactivé un système de financement d'une durée de 18 à 48 mois, coordonnant les options bancaires et les produits proposés par les concessionnaires. Par ailleurs, elle estime que ce rebond est lié à la reprise de l'activité économique du pays.

La production pétrolière poursuit son augmentation en août.

La production de pétrole vénézuélienne s'établit à 1,1 M de barils par jour (b/j) en août selon les sources secondaires de l'OPEP (+2 % par rapport au mois de juillet). Le prix du pétrole de référence (Merey à 16 degrés API) a également connu une hausse de 14 %, pour s'établir à 76,8 \$ par baril. Les exportations pétrolières ont atteint 1,2 M de b/j, en légère hausse par rapport au mois de juillet (+0,8 %). Les exportations se dirigent principalement vers les États-Unis (47 %, soit 553 000 b/j), l'Inde (25 % ; 297 000 b/j) et l'Europe (24 % ; 280 000 b/j). Le Venezuela continue d'exporter une partie du pétrole stocké lors du blocus étatsunien de décembre 2025 et destine 339 000 b/j de la production au raffinage domestique.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

diego.davo@dgtresor.gouv.fr, sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Diego DAVO, Ursula ELEIZALDE, Killian MAGDELAINE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)